



Cour constitutionnelle

**Arrêt n° 16/2026
du 29 janvier 2026
Numéro du rôle : 8443**

En cause : les questions préjudicielles relatives aux articles 1.10, 3.62 et 5.14, alinéa 1er, du Code civil, posées par le Juge de paix du deuxième canton de Liège.

La Cour constitutionnelle,

composée des présidents Pierre Nihoul et Luc Lavrysen, et des juges Thierry Giet, Joséphine Moerman, Michel Pâques, Yasmine Kherbache, Sabine de Bethune, Emmanuelle Bribosia, Willem Verrijdt et Kattrin Jadin, assistée du greffier Nicolas Dupont, présidée par le président Pierre Nihoul,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. Objet des questions préjudicielles et procédure

Par jugement du 10 février 2025, dont l'expédition est parvenue au greffe de la Cour le 18 mars 2025, le Juge de paix du deuxième canton de Liège a posé les questions préjudicielles suivantes :

« En tant qu'il ne permet pas au juge d'autoriser sur la base de l'ensemble des intérêts en cause, en ce compris de l'intérêt général, un empiètement en vue de placer un dispositif d'isolation d'un bâtiment préexistant construit à la limite d'une parcelle en empiétant sur la parcelle voisine et d'en fixer les modalités et la juste indemnité, l'article 3.62 du code civil viole-t-il les articles 10, 11, 16 et 23 de la Constitution ? »;

« En tant qu'ils ne permettent pas au juge de décider si le refus par le propriétaire voisin d'une offre de rachat de l'assiette d'un empiètement en vue de placer un dispositif d'isolation d'un bâtiment préexistant construit à la limite d'une parcelle est abusif, en tenant compte de l'ensemble des intérêts en cause, en ce compris de l'intérêt général, les articles 1.10, 3.62 et 5.14, alinéa 1er du code civil violent-t-il les articles 10, 11, 16 et 23 de la Constitution ? ».

Des mémoires ont été introduits par :

- l'Association des copropriétaires Résidence Le Régent, assistée et représentée par Me Arianne Salvé, avocate au barreau de Liège-Huy;

- le Conseil des ministres, assisté et représenté par Me Sébastien Depré et Me Ambre Deschamps, avocats au barreau de Bruxelles.

L'Association des copropriétaires Résidence Le Régent a également introduit un mémoire en réponse.

Par ordonnance du 12 novembre 2025, la Cour, après avoir entendu les juges-rapporteurs Michel Pâques et Yasmine Kherbache, a décidé que l'affaire était en état, qu'aucune audience ne serait tenue, à moins qu'une partie n'ait demandé, dans le délai de sept jours suivant la réception de la notification de cette ordonnance, à être entendue, et qu'en l'absence d'une telle demande, les débats seraient clos à l'expiration de ce délai et l'affaire serait mise en délibéré.

Aucune demande d'audience n'ayant été introduite, l'affaire a été mise en délibéré.

Les dispositions de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle relatives à la procédure et à l'emploi des langues ont été appliquées.

II. *Les faits et la procédure antérieure*

Les propriétaires d'un immeuble situé à Liège souhaitent isoler par l'extérieur le mur pignon de leur immeuble, situé en bord de parcelle, ce qui suppose d'empiéter sur le fonds voisin. À défaut de parvenir à un accord avec l'association des copropriétaires de ce fonds voisin, les propriétaires de l'immeuble ont saisi le Juge de paix du deuxième canton de Liège, juridiction *a quo*, en vue d'obtenir l'autorisation d'exécuter les travaux d'isolation. Devant la juridiction *a quo*, ils font valoir que le refus de la copropriété voisine est abusif.

La juridiction *a quo* relève que l'isolation des bâtiments fait partie des moyens à mettre en œuvre urgemment pour aboutir aux objectifs que la Belgique s'est donnés en matière de lutte contre le dérèglement climatique. Cette mesure découle de normes telles que la directive (UE) 2018/844 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018 « modifiant la directive 2010/31/UE sur la performance énergétique des bâtiments et la directive 2012/27/UE relative à l'efficacité énergétique » ainsi que des articles 7*bis* et 23 de la Constitution. La juridiction *a quo* relève cependant qu'aucune privation de propriété ne peut être autorisée ou ordonnée que si elle trouve son fondement dans une norme législative. Or, selon la juridiction *a quo*, aucune disposition de droit belge ne permet à un propriétaire d'imposer à un propriétaire voisin de souffrir un empiètement de sa parcelle en vue de la pose d'un isolant extérieur. Au contraire, il résulte de l'arrêt de la Cour n° 49/2024 du 25 avril 2024 (ECLI:BE:GHCC:2024:ARR.049) que l'article 3.62 du Code civil prohibe absolument tout empiètement réalisé de mauvaise foi. Par ailleurs, en vertu de l'article 1.10 du Code civil, l'abus de droit implique la réduction de l'exercice d'un droit. Il s'ensuit que l'arrêt de la Cour de cassation du 7 octobre 2011 (ECLI:BE:CASS:2011:ARR.20111007.1), selon lequel le refus de vendre peut constituer un abus de droit, n'est plus d'actualité.

La juridiction *a quo* relève que, dans les centres urbains denses, la solution dictée par l'article 3.62 du Code civil soumet l'isolation des murs pignons au veto du voisin, motivé ou non, raisonnable ou non, proportionné ou non, lorsque, comme c'est généralement le cas, ces murs se trouvent historiquement construits à la limite de la parcelle. Cette règle n'est pas problématique lorsque l'immeuble est situé en zone rurale, ruraine ou semi-rurale

et qu'il n'est pas construit à la limite de la parcelle. En ce sens, l'article 3.62 du Code civil traiterait de la même manière deux situations qui sont objectivement différentes, au regard du moins de la politique de promotion de l'isolation des bâtiments.

Dans ce contexte, la juridiction *a quo* pose à la Cour les deux questions préjudicielles reproduites plus haut.

III. En droit

- A -

A.1.1. Le Conseil des ministres soutient que les dispositions en matière d'empiètement ne sont pas applicables au litige soumis à la juridiction *a quo*. En effet, aucun ouvrage n'a été effectivement réalisé, de sorte qu'il ne saurait être question d'un empiètement. L'article 3.62 du Code civil ne permet pas au juge d'autoriser ou non la réalisation d'un empiètement.

Le Conseil des ministres allègue en outre que l'enseignement de l'arrêt de la Cour de cassation du 7 octobre 2011 (ECLI:BE:CASS:2011:ARR.20111007.1), selon lequel le refus de vendre peut constituer un abus de droit, reste pertinent, malgré la nouvelle définition légale de l'abus de droit prévue à l'article 1.10 du Code civil. Il s'ensuit que la juridiction *a quo* est en mesure de trouver une issue au litige. À supposer qu'il y ait eu un empiètement – *quod non* –, les travaux préparatoires de l'article 3.62 du Code civil confirment qu'il est possible, voire obligatoire, de recourir à la théorie de l'abus de droit et de tenir compte de l'intérêt général lorsqu'un empiètement est motivé par des raisons écologiques ou de durabilité. Dès lors que les questions préjudicielles ne sont pas utiles à la solution du litige, elles n'appellent pas de réponse.

A.1.2. Le Conseil des ministres soutient à titre subsidiaire que les questions préjudicielles appellent une réponse négative. Tout d'abord, en ce qui concerne le principe d'égalité et de non-discrimination, la différence de traitement soulevée dans le jugement de renvoi n'existe pas dès lors que l'article 3.62 du Code civil ne s'applique qu'en cas d'empiètement. Or, le propriétaire qui isole par l'extérieur son immeuble situé au centre de sa parcelle n'empiète pas sur le fonds voisin. Les situations mises en évidence par la juridiction *a quo* ne sont pas comparables. Ensuite, il n'est pas exposé en quoi l'article 3.62 du Code civil violerait l'article 16 de la Constitution. En ce que la disposition en cause ne permet pas au juge d'autoriser un empiètement sur la base de l'ensemble des intérêts en cause, y compris l'intérêt général, dans l'objectif de placer un dispositif d'isolation d'un bâtiment préexistant construit à la limite d'une parcelle, ni d'en fixer les modalités et la juste indemnité (première question préjudicielle), elle ne porte pas atteinte au droit de propriété du propriétaire de la parcelle voisine. En ce que les dispositions en cause ne permettent pas non plus au juge de décider si, en tenant compte de l'ensemble des intérêts en cause, y compris de l'intérêt général, le refus, par le propriétaire voisin, d'une offre de rachat de l'assiette d'un empiètement en vue du placement d'un dispositif d'isolation d'un bâtiment préexistant construit à la limite d'une parcelle est abusif (seconde question préjudicielle), elles ne portent pas atteinte au droit de propriété du propriétaire de la parcelle voisine. Enfin, les dispositions en cause ne modifient pas le contenu de la réglementation antérieure en ce qui concerne le droit à la protection d'un environnement sain, de sorte qu'il n'y a pas de réduction significative du degré de protection.

A.2.1. La partie défenderesse devant la juridiction *a quo* fait valoir qu'à défaut d'empiètement, l'article 3.62 du Code civil n'est pas applicable au litige en l'espèce. Cette disposition ne permet pas à un juge d'autoriser un empiètement.

Selon la partie défenderesse devant la juridiction *a quo*, rien n'indique qu'une isolation par l'intérieur ne permettrait pas d'atteindre l'objectif de lutte contre le dérèglement climatique.

La partie défenderesse devant la juridiction *a quo* renvoie à l'arrêt de la Cour n° 49/2024 du 25 avril 2024 (ECLI:BE:GHCC:2024:ARR.049), dont il ressort qu'il y a une ingérence dans le droit de propriété du propriétaire du fonds sur lequel il est empiété ainsi qu'un abus de droit de la part du propriétaire voisin empiétant, lorsque ce

dernier a été informé du refus du premier. En cas de réalisation des travaux d'isolation par l'extérieur, la partie défenderesse devant la juridiction *a quo* serait privée de sa propriété, ce qui constituerait une violation de l'article 16 de la Constitution, lu en combinaison avec l'article 1er du Premier Protocole additionnel à la Convention européenne des droits de l'homme.

A.2.2. La partie défenderesse devant la juridiction *a quo* soutient qu'elle ne peut être privée de la jouissance d'une de ses parties communes à affectation spécifique (à savoir, en l'espèce, une voie d'accès carrossable pour desservir les garages et pour les services de secours), voire de la propriété de cette bande de terrain, par une forme d'expropriation au profit d'un propriétaire privé et dans le seul intérêt de celui-ci. Il n'existe à ce jour aucune politique publique en Région wallonne imposant par exemple l'isolation des bâtiments par l'extérieur.

La partie défenderesse devant la juridiction *a quo* soutient que le refus d'un empiètement n'est pas constitutif d'un abus de droit sous l'angle des articles 3.50 et 3.62 du Code civil, dès lors que les propriétaires de l'immeuble voisin ont entendu lui imposer cet empiètement sans tenir compte de ses objections et préoccupations.

A.2.3. La partie défenderesse devant la juridiction *a quo* allègue qu'en ce qui concerne l'article 5.14 du Code civil, la demande principale en l'espèce constitue une atteinte définitive à son droit de propriété, et qu'il n'est pas satisfait aux conditions prévues à l'article 1er du Premier Protocole additionnel, précité. En ce qui concerne le critère de la légalité, aucun texte, international ou interne, ne consacre la possibilité d'obliger un propriétaire à vendre son bien à son voisin contre sa volonté. L'objectif lié à la lutte contre le réchauffement climatique n'est nullement celui poursuivi en l'espèce. La condition de proportionnalité n'est pas non plus remplie, dès lors que toutes les options possibles n'ont pas été envisagées par les parties demanderesses pour isoler leur immeuble sans empiéter sur le fonds voisin. Enfin, l'isolation d'un seul mur d'une maison ne peut être considérée comme un objectif légitime d'intérêt général.

La partie défenderesse devant la juridiction *a quo* soutient enfin qu'il est heurtant que la situation soit examinée au regard de l'abus de droit, dès lors que ce sont les parties demanderesses qui, sans proposer de prix en contrepartie de l'empiètement, ont mis fin aux pourparlers en cours et ont refusé les conditions légitimes qu'elle a posées.

- B -

B.1. Le litige soumis à la juridiction *a quo* oppose les propriétaires d'un immeuble qui souhaitent isoler par l'extérieur le mur pignon de cet immeuble, situé en limite de parcelle, ce qui suppose d'empiéter sur le fonds voisin, à l'association des copropriétaires à qui ce fonds appartient, qui refuse un tel empiètement.

Il ressort de la motivation du jugement de renvoi que les parties demanderesses devant la juridiction *a quo* demandent à celle-ci de constater que l'opposition de la partie défenderesse aux travaux d'isolation envisagés est abusive et de les autoriser à réaliser ces travaux. La juridiction *a quo* considère quant à elle que les travaux d'isolation envisagés ne pourraient pas être réalisés sans transfert de propriété de l'assiette de l'empiètement.

B.2. Par la première question préjudicielle, la juridiction *a quo* interroge la Cour sur la compatibilité de l'article 3.62 du Code civil avec les articles 10, 11, 16 et 23 de la Constitution, « en tant qu'il ne permet pas au juge d'autoriser sur la base de l'ensemble des intérêts en cause, en ce compris de l'intérêt général, un empiètement en vue de placer un dispositif d'isolation d'un bâtiment préexistant construit à la limite d'une parcelle en empiétant sur la parcelle voisine et d'en fixer les modalités et la juste indemnité ».

Par la seconde question préjudicielle, la juridiction *a quo* interroge la Cour sur la compatibilité des articles 1.10, 3.62 et 5.14, alinéa 1er, du Code civil avec les articles 10, 11, 16 et 23 de la Constitution, « en tant qu'ils ne permettent pas au juge de décider si le refus par le propriétaire voisin d'une offre de rachat de l'assiette d'un empiètement en vue de placer un dispositif d'isolation d'un bâtiment préexistant construit à la limite d'une parcelle est abusif, en tenant compte de l'ensemble des intérêts en cause, en ce compris de l'intérêt général ».

La juridiction *a quo* souligne à cet égard que l'arrêt de la Cour de cassation du 7 octobre 2011 (ECLI:BE:CASS:2011:ARR.20111007.1), selon lequel « [l]e refus de contracter peut constituer un abus de droit lorsque l'usage de la liberté de ne pas contracter est exercé d'une manière qui excède manifestement les limites de l'exercice normal de cette liberté par une personne prudente et diligente », n'est plus compatible avec la définition législative formelle de l'abus de droit qui a été récemment intégrée dans le Code civil par le législateur.

B.3. L'article 1.10 du Code civil dispose :

« Nul ne peut abuser de son droit.

Commet un abus de droit celui qui l'exerce d'une manière qui dépasse manifestement les limites de l'exercice normal de ce droit par une personne prudente et raisonnable placée dans les mêmes circonstances.

La sanction d'un tel abus consiste en la réduction du droit à son usage normal, sans préjudice de la réparation du dommage que l'abus a causé ».

L'article 3.62 du même Code dispose :

« § 1er. Si un ouvrage est réalisé en partie sur, au-dessus ou en dessous du fonds du voisin, ce dernier peut en exiger l'enlèvement, sauf si cet empiètement est fondé sur un titre légal ou contractuel. Si l'empiètement a déjà duré le temps de la prescription acquisitive, le propriétaire empiétant peut acquérir un titre légal conformément à l'article 3.27.

Si des ouvrages sont réalisés sur, au-dessus ou en dessous du fonds du voisin sur la base d'un titre légal ou contractuel et sont une composante inhérente d'un ouvrage appartenant au propriétaire empiétant, ils appartiennent à ce dernier par accession pour la durée de ce titre.

§ 2. A défaut de titre, le voisin peut exiger l'enlèvement de la composante inhérente qui empiète sur son fonds.

Dans ce cas, si le propriétaire est de bonne foi et qu'il serait, par l'enlèvement de la partie qui empiète, lésé de façon disproportionnée, le propriétaire du fonds contigu ne peut pas en exiger l'enlèvement. Il a le choix soit d'accorder un droit de superficie pour la durée de l'existence de la construction, soit de céder la partie de la parcelle nécessaire, moyennant, dans les deux cas, dédommagement sur la base de l'enrichissement injustifié.

Si l'auteur de l'empiètement est de mauvaise foi, le voisin peut exiger l'enlèvement de la composante inhérente qui empiète sauf s'il n'y a ni emprise considérable, ni préjudice potentiel dans le chef du voisin. S'il ne demande pas l'enlèvement, l'alinéa 2 est d'application ».

L'article 5.14 du même Code dispose :

« Hors les cas prévus par la loi, chacun est libre de contracter ou de ne pas contracter et de choisir son cocontractant, sans avoir à justifier les raisons de son choix.

Les parties sont libres de donner le contenu de leur choix au contrat, pourvu qu'il satisfasse aux conditions de validité prévues par la loi ».

B.4.1. Les articles 10 et 11 de la Constitution garantissent le principe d'égalité et de non-discrimination.

Le principe d'égalité et de non-discrimination n'exclut pas qu'une différence de traitement soit établie entre des catégories de personnes, pour autant qu'elle repose sur un critère objectif et qu'elle soit raisonnablement justifiée. Ce principe s'oppose, par ailleurs, à ce que soient traitées de manière identique, sans qu'apparaisse une justification raisonnable, des catégories

de personnes se trouvant dans des situations qui, au regard de la mesure critiquée, sont essentiellement différentes.

L'existence d'une telle justification doit s'apprécier en tenant compte du but et des effets de la mesure critiquée ainsi que de la nature des principes en cause; le principe d'égalité et de non-discrimination est violé lorsqu'il est établi qu'il n'existe pas de rapport raisonnable de proportionnalité entre les moyens employés et le but visé.

B.4.2. L'article 16 de la Constitution dispose :

« Nul ne peut être privé de sa propriété que pour cause d'utilité publique, dans les cas et de la manière établis par la loi, et moyennant une juste et préalable indemnité ».

B.4.3. L'article 23 de la Constitution dispose :

« Chacun a le droit de mener une vie conforme à la dignité humaine.

A cette fin, la loi, le décret ou la règle visée à l'article 134 garantissent, en tenant compte des obligations correspondantes, les droits économiques, sociaux et culturels, et déterminent les conditions de leur exercice.

Ces droits comprennent notamment :

[...]

4° le droit à la protection d'un environnement sain;

[...] ».

L'article 23 de la Constitution contient une obligation de *standstill* qui interdit au législateur compétent de réduire significativement, sans justification raisonnable, le degré de protection du droit concerné offert par la législation applicable.

B.5. Il ressort de la motivation du jugement de renvoi que la juridiction *a quo* épingle l'identité de traitement qui résulterait de l'article 3.62 du Code civil comme se situant entre, d'une part, le propriétaire d'un immeuble construit en limite de parcelle dans un centre urbain dense qui souhaite faire isoler son mur pignon et, d'autre part, le propriétaire d'un immeuble

qui n'a pas été construit en limite de parcelle en zone rurale, ruraine ou semi-rurale qui souhaite également procéder à des travaux d'isolation. Seul le premier propriétaire serait soumis au veto de son voisin pour les travaux d'isolation envisagés. Selon la juridiction *a quo*, l'article 3.62 du Code civil « traite également deux situations qui sont objectivement différentes, au regard du moins de la politique de promotion de l'isolation des bâtiments ».

B.6. L'article 3.62 du Code civil vise uniquement l'hypothèse d'un ouvrage effectivement réalisé qui empiète sur le fonds voisin. Dès lors que cette disposition n'est applicable à aucune des deux catégories visées en B.5, l'identité de traitement en cause n'existe pas.

Pour le reste, la juridiction *a quo* n'établit pas en quoi l'article 3.62 du Code civil, dans les interprétations mentionnées en B.2, violerait l'article 16 de la Constitution, ni en quoi il entraînerait en soi une réduction significative du niveau de protection du droit à la protection d'un environnement sain, garanti par l'article 23, alinéa 3, 4°, de la Constitution.

B.7. L'article 3.62 du Code civil est compatible avec les articles 10, 11, 16 et 23 de la Constitution.

B.8. Le Conseil des ministres conteste l'interprétation, mentionnée en B.2, que fait la juridiction *a quo* des articles 1.10 et 5.14, alinéa 1er, du Code civil. Selon lui, les dispositions en cause n'empêchent pas la juridiction *a quo* de conclure en l'espèce à l'existence d'un abus de droit. Il s'ensuivrait que la seconde question préjudicielle n'est pas utile à la solution du litige soumis à la juridiction *a quo* et qu'elle n'appelle dès lors pas de réponse.

B.9. C'est en règle à la juridiction *a quo* qu'il appartient d'apprécier si la réponse à la question préjudicielle est utile à la solution du litige. Ce n'est que lorsque tel n'est manifestement pas le cas que la Cour peut décider que la question n'appelle pas de réponse.

B.10. Par son arrêt du 7 octobre 2011, précité, la Cour de cassation a jugé :

« Le refus de contracter peut constituer un abus de droit lorsque l'usage de la liberté de ne pas contracter est exercé d'une manière qui excède manifestement les limites de l'exercice normal de cette liberté par une personne prudente et diligente ».

La Cour de cassation a confirmé cet arrêt par un arrêt du 27 avril 2020 (ECLI:BE:CASS:2020:ARR.20200427.3).

B.11. Rien dans le libellé des articles 1.10 et 5.14, alinéa 1er, du Code civil ni dans leurs travaux préparatoires ne permet de conclure que le législateur a exclu la liberté de ne pas contracter de l'interdiction générale de l'abus de droit.

Il ressort du commentaire de l'article 1.10 du Code civil que le législateur a entendu consacrer formellement dans le Code civil le principe général de l'interdiction de l'abus de droit, tel qu'il a été confirmé à maintes reprises par la Cour de cassation (*Doc. parl.*, Chambre, 2020-2021, DOC 55-1805/001, p. 23). Il n'apparaît pas que le législateur ait souhaité innover en ce qui concerne la portée de l'interdiction de l'abus de droit.

De surcroît, le commentaire de l'article 5.14 du Code civil, relatif à la liberté contractuelle, indique que « la théorie interdisant l'abus de droit constitue une [...] limitation importante à la liberté de contracter », et il fait référence à l'arrêt de la Cour de cassation du 7 octobre 2011, précité (*Doc. parl.*, Chambre, 2020-2021, DOC 55-1806/001, pp. 24-25). Il faut en déduire que le législateur n'a pas souhaité mettre en cause l'enseignement de cet arrêt.

B.12. Dès lors, les articles 1.10 et 5.14 du Code civil doivent être interprétés comme permettant au juge compétent de constater qu'un refus de contracter constitue un abus de droit, et donc de constater, le cas échéant, que le refus du propriétaire voisin d'autoriser un empiètement en vue du placement d'un dispositif d'isolation d'un bâtiment préexistant construit à la limite d'une parcelle est abusif.

B.13.1. Si le juge compétent parvient à la conclusion qu'un tel refus du propriétaire du fonds voisin d'autoriser un empiètement sur sa parcelle est abusif, la sanction est la réduction du droit de ce propriétaire à son usage normal (article 1.10, alinéa 3, du Code civil).

Il appartient au juge compétent de déterminer, en fonction des circonstances concrètes, la sanction de l'abus de droit ainsi constaté.

B.13.2. Dès lors que la sanction de l'abus de droit consiste en la réduction du droit à son usage normal, et non en une déchéance de ce droit, le propriétaire de la parcelle concernée ne saurait être privé contre son gré de la propriété de celle-ci – à défaut pour le législateur d'avoir prévu un tel mécanisme. Un tel refus abusif, par ce propriétaire, d'autoriser un empiètement sur sa propriété en vue du placement d'un dispositif d'isolation d'un bâtiment préexistant construit à la limite d'une parcelle ne saurait par conséquent être sanctionné par un transfert forcé de propriété, ce qui serait en soi contraire à l'article 16 de la Constitution.

B.13.3. Comme il est dit en B.1, les parties demandresses devant la juridiction *a quo* ne demandent pas à celle-ci d'obliger la partie défenderesse à céder une partie de sa propriété en vue de la réalisation de travaux d'isolation. Par ailleurs, contrairement à ce que soutient la juridiction *a quo*, et compte tenu de ce qui est dit en B.13.2, les travaux d'isolation envisagés ne supposent pas nécessairement un transfert de propriété de l'assiette de l'empiètement.

Pour le reste, il appartient au législateur compétent, et non à la Cour, de décider en opportunité s'il est d'utilité publique d'autoriser, en vue de la réalisation de travaux d'isolation, compte tenu des objectifs et des obligations en matière environnementale, un empiètement sur le fonds voisin qui entraînerait un transfert de propriété de l'assiette de l'empiètement. Dans un tel cas, il reviendrait à ce législateur d'établir la manière et les modalités de cette privation du droit de propriété et de veiller à prévoir une juste et préalable indemnité.

B.14. Les articles 1.10 et 5.14 du Code civil ne sont pas incompatibles avec les articles 10, 11, 16 et 23 de la Constitution.

COPIE NON CORRIGÉE

Par ces motifs,

la Cour

dit pour droit :

Les articles 1.10, 3.62 et 5.14 du Code civil ne violent pas les articles 10, 11, 16 et 23 de la Constitution.

Ainsi rendu en langue française et en langue néerlandaise, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, le 29 janvier 2026.

Le greffier,

Le président,

Nicolas Dupont

Pierre Nihoul